n° en cours

DEMANDE DE SUBVENTION

INVESTISSEMENTS DANS LES INFRASTRUCTURES EN FAVEUR DE LA PRESERVATION DE L'EAU – AIRES DE LAVAGE COLLECTIVES UNIQUEMENT SUR LES ZONES D'INTERVENTION DES AGENCES DE L'EAU

TYPE D'OPÉRATION 4.3.1 DU
PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT RURAL DE LA RÉGION BOURGOGNE

Appel à candidatures du 30 mars 2021 au 7 mai 2021

Le présent formulaire de demande d'aide une fois complété constitue, avec l'ensemble des justificatifs joints par vos soins, le dossier unique de demande d'aide pour les financeurs publics potentiels.
Avant de remplir cette demande, lisez attentivement la notice d'information.
Transmettez l'original à la Direction départementale des territoires du département du siège de votre exploitation et conservez un exemplaire.

Cadre réservé à l'administration

N° de dossier OSIRIS : |__||__||__||__||__||__||__||__||__||__||__||__||__||__||__||__||__||__||__||__| Date de réception : |__|__|/|__|__| /2 | 0 |__|__|
Date de dossier complet : |__|__|/|__|__| /2 | 0 |__|__|

1. DONNEES DU DEMANDEUR

A. IDENTIFICATION DU DEMANDEUR

N° SIRET : |__||__||__||__||__||__||__||__||__||__||__||__||__||__||__| **(obligatoire)** N° PACAGE : |__||__||__||__||__||__||__||__||__||__||__|
attribué par l'INSEE lors d'une inscription au répertoire national des entreprises

NOM DU REPRESENTANT LEGAL : _____

PRENOM DU REPRESENTANT : _____

FONCTION DU REPRESENTANT LEGAL : _____

VOTRE RAISON SOCIALE : _____

VOTRE APPELLATION COMMERCIALE *(le cas échéant)* : _____

B. NATURE DU DEMANDEUR

STATUT JURIDIQUE DU DEMANDEUR : _____
CUMA, organismes de réinsertion sans but lucratif, association syndicale autorisée, Syndicat mixte (PNR), GIEE (préciser le statut juridique : association, etc.), EPCI, établissement public, fondation

C. COORDONNEES DU DEMANDEUR

Adresse permanente du demandeur : _____

Code postal : |__||__||__||__||__| Commune : _____

☎ : |__||__| |__||__| |__||__| |__||__| |__||__| Téléphone portable professionnel : |__||__| |__||__| |__||__| |__||__| |__||__|

N° de télécopie : |__||__| |__||__| |__||__| |__||__| |__||__| Mél : _____

Coordonnées du responsable du projet (si différent) :

Adresse : _____

Code postal : |__||__||__||__||__| Commune : _____

☎ : |__||__| |__||__| |__||__| |__||__| |__||__| Téléphone portable professionnel : |__||__| |__||__| |__||__| |__||__| |__||__|

N° de télécopie : |__||__| |__||__| |__||__| |__||__| |__||__| Mél : _____

D. COORDONNEES DU COMPTE BANCAIRE SUR LEQUEL LE VERSEMENT DE L'AIDE EST DEMANDE

☐ Vous avez un compte bancaire unique ou plusieurs comptes bancaires pour le versement des aides. La Direction départementale des territoires connaît ce(s) compte(s) et en possède le(s) RIB. Veuillez donner ci-après les coordonnées du compte choisi pour le versement de cette aide, ou bien joindre un RIB indiquant le n° IBAN:

IBAN : |__|__|__|__| |__|__|__|__| |__|__|__|__| |__|__|__|__| |__|__|__|__| |__|__|__|__| |__|__|__|

BIC : |__|__|__|__|__|__|__|__|__|__|__|

☐ Vous avez choisi un nouveau compte bancaire : veuillez joindre obligatoirement un RIB.

E. TAILLE DE LA STRUCTURE PORTEUSE DU DEMANDEUR

- **Pour les collectivités publiques :**

Montant du budget de l'année précédant la demande : |__|__|__| |__|__|__| |__|__|__| €

Nombre d'habitants au dernier recensement : |__|__|__|__|__|

- **Pour tout autre demandeur (association, etc.)**

Montant du budget de l'année précédant la demande : |__|__|__| |__|__|__| €

Effectif en nombre d'employés, de salariés, au moment de la demande : |__|__|__|

F. CARACTERISTIQUES DU DEMANDEUR

Pour les groupements d'agriculteurs :

- CUMA, GIEE, groupe de projet mesure 16 et autre groupement

■ Nombre d'adhérents exploitants agricoles de la CUMA participant à l'investissement : |__|__|
OU
■ Nombre d'adhérents exploitants agricoles du groupement d'agriculteurs concernés par le projet : |__|__|

■ Le cas échéant : ☐ GIEE ☐ GROUPE DE PROJET RELEVANT DE LA MESURE 16 DU PDR (coopération) → dans ces deux cas, remplir le tableau ci-dessous pour l'exploitation valorisée par le GIEE ou le groupe de projet

Liste des adhérents participant au projet :
Ce tableau doit être complété sur une feuille à part selon le modèle ci-dessous si le nombre d'adhérents est supérieur à 15.

N°	Nom et prénom de l'adhérent ou de la société	Code postal	Nom commune	N° SIRET (ou PACAGE)
1				
2				
3				
4				
5				
6				
7				
8				
9				
10				
11				
12				
13				
14				
15				

2. DESCRIPTION DU PROJET

A.LIBELLE DU PROJET

_____

L'intitulé doit être court et explicite

B. DESCRIPTIF DETAILLE DU PROJET

_____

_____

_____

_____

_____

_____

_____

Nature et descriptif succinct du projet (présentation synthétique de l'opération, objectifs) :… Vous pouvez joindre à votre demande tout autre élément de description que vous jugerez pertinent

C. CARACTÉRISTIQUES DU PROJET

Le projet d'investissement s'inscrit-il dans le projet d'un GIEE ? ☐ oui ☐ non

Nombre d'exploitations concernées par le projet d'investissement collectif : |__||__|

Nombre d'emplois crées par le projet (UTH) : _____

D. DESCRIPTION DES TRAVAUX

Lieu de l'aire de lavage :

Adresse : _____

Département |__||__| Commune |__||__||__||__||__| Lieu-dit : _____

Etes-vous propriétaire du terrain d'implantation de l'aire de lavage ?

☐ oui ☐ non (si non, veuillez joindre l'attestation complétée par le propriétaire, y compris lorsque le propriétaire est associé-exploitant)

Zone du terrain d'implantation de l'aire de lavage

- Zone de protection de l'aire d'alimentation de captage : ☐ oui ☐ non

E. CALENDRIER PREVISIONNEL DES INVESTISSEMENTS

Date prévisionnelle de début de projet* : _____ (mois, année)
Date prévisionnelle de fin de projet* : _____ (mois, année)
**il s'agira ici, par exemple, de la date de début ou de fin des travaux ou des commandes de matériel*

Rappel : les travaux devront être réalisés dans un délai maximal de 2 ans après le commencement du projet

3. DÉPENSES PRÉVISIONNELLES						
Cadre réservé au service instructeur	**Libellé de la dépense** (se reporter à la notice pour les investissements éligibles)	**Identifiant du justificatif** (n° du devis présenté)	**Fournisseur à l'origine du devis retenu**	**Poste de dépenses** *(*)*	**N° du (ou des) second(s) devis non retenu(s)**	**MONTANT HT** (€)
Investissements matériels						
						|__|__|__| |__|__|__|, |__|
						|__|__|__| |__|__|__|, |__|
						|__|__|__| |__|__|__|, |__|
						|__|__|__| |__|__|__|, |__|
						|__|__|__| |__|__|__|, |__|
						|__|__|__| |__|__|__|, |__|
						|__|__|__| |__|__|__|, |__|
						|__|__|__| |__|__|__|, |__|
						|__|__|__| |__|__|__|, |__|
						|__|__|__| |__|__|__|, |__|
						|__|__|__| |__|__|__|, |__|
						|__|__|__| |__|__|__|, |__|
						|__|__|__| |__|__|__|, |__|
	Sous-total des dépenses matérielles prévues					|__|__|__| |__|__|__|, |__|
Investissements immatériels et frais généraux						
						|__|__|__| |__|__|__|, |__|
						|__|__|__| |__|__|__|, |__|
						|__|__|__| |__|__|__|, |__|
	Sous-total des dépenses immatérielles et frais généraux prévus					|__|__|__| |__|__|__|, |__|
	Total des dépenses prévues					|__|__|__| |__|__|__|, |__|

(*) : Renseigner le poste de l'investissement avec le code donné ci-dessous et les indications de la notice.

Nom du poste d'investissement	Code à utiliser
Optimisation de l'utilisation des phytos – contribution Ecophyto 1	PHY_OPT_E1_
Optimisation de l'utilisation des phytos – contribution Ecophyto 2	PHY_OPT_E2_
Aire de lavage et de remplissage	PHY_LAVA_
Traitement des effluents phyto	OHY_TRAI_
Economie d'eau en production végétale	EAU_
Autres investissements immatériels (acquisition ou développement de logiciels informatiques, acquisition de brevets et de licences)	IMM_
Frais généraux hors DEXEL (frais d'ingénieurs et de consultation, d'études de faisabilité, de diagnostics…)	IMM_FG

4. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DU PROJET

① Financement public

Identification des financeurs publics sollicités	Montant demandé en €	Sollicité dans le cadre d'une autre demande	Montant obtenu en €
Financeurs publics sollicités dans la présente demande d'aide au titre du PDR : • Europe (FEADER) • Agences de l'eau	|__|__|__| |__|__|__|, |__|__|		
Autres financements publics (préciser) : _____	|__|__|__| |__|__|__|, |__|__|	☐	|__|__|__| |__|__|__|, |__|__|

Sous-total financement public	|__|__|__| |__|__|__|, |__|__|

② Contributions privées

Identification du financeur privé	Montant demandé en €	Montant obtenu en €
Préciser : _____	|__|__|__| |__|__|__|, |__|__|	|__|__|__| |__|__|__|, |__|__|
Sous-total contributions privées	|__|__|__| |__|__|__|, |__|__|	

③ Emprunts

Identification du prêteur	Montant demandé en €	Type de prêt	Montant obtenu en €
Prêt au taux du marché (préciser la personne morale ou physique banque, société de crédits, …) : _____	|__|__|__| |__|__|__|, |__|__|	Prêt accordé : ☐ oui ☐ non	|__|__|__| |__|__|__|, |__|__|
Prêt ayant une subvention équivalente *(*)* (préciser : banque, société de crédits, …) : _____	|__|__|__| |__|__|__|, |__|__|	Préciser : (prêt à taux zéro, prêt bonifié JA,…) : _____	|__|__|__| |__|__|__|, |__|__|
(*) Prêt ayant une subvention équivalente : subvention incluse dans un prêt via un taux d'intérêt inférieur au taux du marché. La différence entre le taux du marché et le taux pratiqué est considérée comme une aide. Les prêts à taux zéro (PTZ), les prêts bonifiés sont des prêts qui contiennent une subvention équivalente.			
Sous-total emprunts	|__|__|__| |__|__|__|, |__|__|		

④ Financements du demandeur

Source de financement	Montant en €
Autofinancement	|__|__|__| |__|__|__|, |__|__|
Autres :	|__|__|__| |__|__|__|, |__|__|
Sous-total financements du demandeur	|__|__|__| |__|__|__|, |__|__|
TOTAL ① + ② + ③ + ④	
TOTAL général = coût du projet (doit être égal au total des dépenses prévues)	|__|__|__| |__|__|__|, |__|__|

5. ENGAGEMENTS DU DEMANDEUR

Je soussigné (nom et prénom du représentant légal) :_____

- ~~**certifie avoir pouvoir pour représenter le demandeur dans le cadre de la présente formalité ;**~~
- **certifie l'exactitude de l'ensemble des informations fournies dans le présent formulaire et les pièces jointes.**

☐ **Je demande (nous demandons)** à bénéficier des aides aux investissements dans les infrastructures pour la préservation de la qualité de l'eau (projet collectif)

☐ **Je déclare (nous déclarons) et atteste (attestons) sur l'honneur :**

- respecter les conditions d'âge au 1er janvier de l'année de dépôt de ma demande (au moins 18 ans et ne pas avoir atteint l'âge prévu à l'article D. 161-2-1-9 du code de la sécurité sociale) ou, qu'en cas d'exploitation sociétaire ou de projet porté par un groupement d'agriculteurs, au moins l'un des associés exploitants respecte cette condition d'âge ;
- avoir pris connaissance des informations présentées dans la notice d'information**,** notamment en ce qui concerne les délais de réalisation de mon projet et de communication des pièces au guichet unique, les points de contrôle, les règles de versement des aides et les sanctions encourues en cas de non-respect de ces points,
- respecter les normes minimales attachées à mon projet (vous reportez à la notice d'information)
- n'avoir fait l'objet d'aucun procès-verbal dressé dans l'année civile qui précède la date de dépôt de ma demande au titre des points de contrôle des normes minimales attachés à l'investissement aidé,
- être à jour de mes cotisations sociales,
- ne pas faire l'objet d'une procédure liée à des difficultés économiques,
- ne pas avoir sollicité une aide autre que celles indiquées sur ma demande sur le même projet et les mêmes investissements,
- le cas échéant, avoir obtenu de la part du propriétaire du terrain sur lequel la ou les implantations sont projetées, l'autorisation de réaliser ces aménagements (travaux exécutés sur le site de l'exploitation) en application de l'article L 411-73 du Code rural,
- avoir pris connaissance que ma demande d'aide sera sélectionnée par appel à candidatures et pourra être rejetée au motif que le projet ne répond pas aux priorités ou critères définis régionalement et/ou au motif de l'indisponibilité de crédits affectés à cette mesure,
- avoir pris connaissance que ma demande sera considérée comme rejetée en l'absence de réponse de l'autorité compétente au-delà du délai de 6 mois à compter de la date à laquelle mon dossier est réputé complet/de l'accusé de réception de mon dossier complet,
- avoir pris connaissance des délais de réalisation de mon projet,
- permettre l'accès à l'aire de lavage collective aux exploitations engagées dans le projet,
- ne pas être une entreprise en difficulté au sens des lignes directrices concernant les aides d'État au sauvetage et à la restructuration d'entreprises en difficulté autres que les établissements financiers, et en particulier ne pas faire l'objet d'une procédure d'insolvabilité collective

☐ **Je m'engage (nous nous engageons) à :**

- informer le guichet unique de toute modification de ma (notre) situation, de la raison sociale de ma (notre) structure, de mon (notre) projet ou de mes (nos) engagements ;
- maintenir en bon état fonctionnel et pour un usage identique les constructions et les équipements ayant bénéficié des aides pendant une durée de cinq ans à compter de la date de signature de la décision d'octroi de la subvention, à ne pas revendre le matériel subventionné pendant une durée de cinq ans à compter de la date de paiement final de l'aide ;
- respecter les normes minimales dans le domaine de l'environnement attachées à l'investissement objet de l'aide durant une période de cinq ans à compter de la date de paiement final de l'aide;
- me soumettre à l'ensemble des contrôles administratifs et sur place qui pourraient résulter de l'octroi d'aides nationales et européennes ;
- ne pas solliciter à l'avenir, pour ce projet, d'autres crédits (nationaux ou européens), en plus de ceux mentionnés dans le tableau « financement du projet » ;
- détenir, conserver, fournir tout document ou justificatif permettant de vérifier la réalisation effective de l'opération, demandé par l'autorité compétente, pendant dix années ;
- permettre / faciliter l'accès à la structure aux autorités compétentes chargées des contrôles pour l'ensemble des paiements que je sollicite pendant dix ans ;
- assurer la publicité de la participation communautaire et de celle des autres financeurs selon les modalités ci-dessous :
  - le bénéficiaire d'une aide comprenant une part co-financée par le FEADER doit faire la publicité du soutien communautaire et des autres financeurs.

    En particulier, il doit apposer, dans un endroit visible du public :
    - Pour tous les projets bénéficiant d'un montant d'aides publiques compris entre 10 000 € et 50 000 €

      Une affiche (format A3 minimum : 42 X29, 7 cm) pendant la durée de l'opération.
    - Pour tous les projets bénéficiant d'un montant d'aides publiques compris entre 50 000 € et 500 000 €

    Une plaque explicative (support rigide) de taille minimale A3 (42 X29, 7 cm) pendant la durée de l'opération.

Pour tous les projets bénéficiant d'un montant d'aides publiques compris entre 10 000 € et 500 000 €, ces obligations doivent être respectées au plus tard à partir de la date de la décision d'attribution de l'aide et :

- pour les projets impliquant des investissements matériels : au moins jusqu'au paiement final de l'aide
- pour les projets n'impliquant pas d'investissements : jusqu'à la fin de l'opération.

- Pour les projets bénéficiant de plus de 500 000 € d'aides publiques :

Pendant la mise en œuvre de l'opération : un panneau temporaire de dimension importante (plus grand qu'un A3)
Au plus tard 3 mois après l'achèvement des travaux : un panneau permanent significativement plus grand qu'un A3.

Les affiches, plaques et panneaux comportent la description de l'opération, le montant de l'aide FEADER, les logos obligatoires c'est-à-dire l'emblème de l'Union Européenne, la mention « Fonds européen agricole pour le développement rural : l'Europe s'engage dans les zones rurales » et le logo de l'autorité de gestion.
Ces informations occupent au moins 25 % de l'affiche, de la plaque ou du panneau.

Lors de la dernière demande de paiement, le bénéficiaire adresse systématiquement au service instructeur la preuve de la réalisation de la publicité faite pendant la mise en œuvre de l'opération :

- capture d'écran du site web s'il existe ;
- photographies de l'affiche, de la plaque explicative ou du panneau mis en place permettant de justifier de la publicité de l'aide FEADER selon les présentes dispositions.

☐ **Je suis informé(e) (nous sommes informés) que** :

- en cas d'irrégularité ou de non-respect de mes (nos) engagements, je devrai rembourser les sommes perçues, majoré d'intérêts de retard et éventuellement de pénalités financières, sans préjudice des autres poursuites et sanctions prévues dans les textes en vigueur ;
- l'application de la réglementation relative aux opérations concernant des produits agricoles aura pour effet qu'une dépense recevant un début d'exécution avant la date autorisée sera inéligible à l'aide ;
- conformément au règlement communautaire n°1306/2013 du 17 décembre 2013 et aux textes pris en son application, l'Etat est susceptible de publier une fois par an, sous forme électronique, la liste des bénéficiaires recevant une aide FEADER ou FEAGA. Dans ce cas, mon nom (ou ma raison sociale), ma commune et les montants d'aides perçus par mesure resteraient en ligne sur le site internet du Ministère en charge de l'agriculture pendant deux ans. Ces informations pourront être traitées par les organes de l'Union Européenne et de l'Etat compétents en matière d'audit et d'enquête aux fins de sauvegarde des intérêts financiers de l'Union. Conformément à la loi « informatique et libertés » n°78-17 du 6 janvier 1978, je bénéficie d'un droit d'accès et de rectification aux informations à caractère personnel me concernant.

Fait à _____ le ___ / ___ /20_____

Nom, prénom du signature(s) du demandeur gérant, du représentant légal ou, pour un GAEC, de chaque associé.

Vos données personnelles collectées dans ce formulaire sont traitées par la Région Bourgogne-Franche-Comté ou par des sous-traitants. Ceci dans le cadre des missions d'autorité de gestion des Fonds Européens Agricoles pour le Développement Rural dévolues à la Région-Bourgogne-Franche-Comté. Ces traitements visent à permettre l'éventuel octroi d'une aide et l'évaluation du dispositif concerné. Ces données seront conservées jusqu'au 31/12/2035. Conformément à la loi « informatique et libertés » n°78-17 du 6 janvier 1978 et au règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (Règlement Général sur la protection des Données). Vous pouvez accéder aux données vous concernant ou demander leur effacement. Vous disposez également d'un droit d'opposition, d'un droit de rectification et d'un droit à la limitation du traitement de vos données. Ces droits peuvent être exercés par courrier à l'adresse suivante : Région Bourgogne-Franche-Comté, Direction Europe et Rayonnement International, 17, boulevard de la Trémouille – CS 23502 - 21035 DIJON cedex. Ou par voie électronique feader@bourgognefranchecomte.fr. Pour toutes questions relatives à la protection des données personnelles vous pouvez contacter le Délégué à la Protection des Données par voie postale (17 boulevard Trémouille, CS 23502 - 21035 DIJON) ou par voie électronique (dpd@bourgognefranchecomte.fr).

6. LISTE DES PIECES JUSTIFICATIVES A FOURNIR A L'APPUI DE LA DEMANDE

A. PIÈCES RELATIVES À L'ÉLIGIBILITÉ DE LA DEMANDE D'AIDE

Pièces	Type de demandeur concerné / type de projet concerné	Pièce jointe	Pièce déjà fournie au guichet unique	Sans objet
Pièces relatives au demandeur				
Exemplaire original du présent formulaire complété et signé	Tous	☐		
Certificat d'immatriculation indiquant le n° SIRET	Tous	☐	☐	
Attestation à jour de régularité au regard des obligations sociales délivrée par les services compétents (MSA) et précisant le statut d'exploitant agricole ATP ou ATS	Tous sauf collectivités et établissements publiques	☐	☐	
Relevé d'identité bancaire (ou copie lisible) (1)	Tous	☐	☐	
Attestation ou autre preuve mentionnant que vous êtes à jour de vos cotisations au Haut Conseil de la coopération	Pour les CUMA	☐	☐	☐
Extrait K-bis (1)	Pour les formes sociétaires et les CUMA	☐	☐	☐
Récépissé de déclaration en préfecture (ICPE)	Le cas échéant	☐	☐	☐
Exemplaire des statuts à jour	Pour les CUMA et les autres personnes morales (dont Syndicats mixtes, GIE, fondations, associations, GIEE sous forme associative)	☐	☐	☐
Récépissé de déclaration d'association en préfecture	Pour les fondations, les associations (dont GIEE sous forme associative)	☐	☐	☐
Liste des membres du bureau et du Conseil d'administration	Pour les fondations, les associations	☐	☐	☐
Notification (ou copie de l'arrêté préfectoral de reconnaissance en tant que GIEE)	Pour les GIEE	☐	☐	☐
Pièces justificatives du projet d'investissement				
Délibération de l'organe compétent approuvant le projet et le plan de financement	Pour les associations, les syndicats mixtes, les établissements de développement, d'enseignement agricole et de recherche	☐		☐
Liste nominative des exploitations potentiellement concernées par le projet collectif	Tous	☐		
Pouvoir habilitant le signataire à demander l'aide et à engager la structure	Pour les CUMA et les associations	☐		☐
Arrêté de permis de construire ou déclaration de travaux	En cas de travaux	☐		
Plan de situation et plan de masse des travaux	En cas de travaux	☐		
Autorisation du propriétaire (voir annexe 2)	Si le demandeur n'est pas propriétaire des terrains et/ou bâtiments	☐		☐
Notification des aides attribuées, des éventuelles contributions privées,	Si de telles ressources financent le projet	☐		☐
Pièces justificatives des dépenses prévisionnelles				
Justificatifs des dépenses prévisionnelles et du caractère raisonnable du coût présenté. Fournir au minimum : - 1 devis détaillé pour les dépenses inférieures à 2 000 € HT - 2 devis détaillés de deux fournisseurs différents pour les dépenses comprises entre 2 000 € et 90 000 € HT - 3 devis détaillés de trois fournisseurs différents pour les dépenses supérieures à 90 000 € HT OU - les pièces du marché en cas de procédure formalisée	Tous	☐		
Formulaire de respect de la commande publique (annexe 1)	Pour tout demandeur soumis aux règles de la commande publique	☐		☐

B. PIÈCES JUSTIFICATIVES SUPPLÉMENTAIRES SPÉCIFIQUES AUX CRITÈRES DE SÉLECTION

Certains critères de sélection peuvent être partiellement ou totalement justifiés par la présence au dossier des informations du formulaire (localisation,…) et les pièces obligatoires (devis détaillés, …). Les pièces ci-dessous doivent être jointes :

Critère de sélection concerné	Pièces	Pièce jointe	Pièce déjà fournie au guichet unique	Sans objet	Situation / Points
Tous	- Annexe 1	☐			
Public : Jeune agriculteur avec les aides	- Attestation CJA (sauf pour JA en cours d'installation) - Notification de la DJA datant d'il y a moins de 4 ans le cas échéant -	☐ ☐	☐ ☐	☐ ☐	☐ 10
Public : Jeune agriculteur sans sans aides à l'installation et touchant la majoration 1er pilier de la PAC DJA	- Notification de l'aide majorée du 1er pilier - Attestation d'inscription MSA	☐ ☐	☐ ☐	☐ ☐	☐ 8
Public : exploitation parmi les exploitations concernées par le projet avec repreneur qualifié	- Déclaration d'intention de cessation d'activité - Repreneur dans le parcours à l'installation	☐ ☐	☐ ☐	☐ ☐	☐ 4
Public : Exploitation engagée dans une MAEC parmi les exploitations concernées par le projet	- Copie de la décision de notification de l'aide	☐	☐	☐	☐ 7
Actions collectives : Opérations collectives de CUMA, opérations relevant de la coopération (mesure 16 du PDR)	- Notification de l'aide attribuée dans le cadre de la mesure 16 du Programme de développement rural de Bourgogne - Attestation de la structure porteuse du groupe de projet justifiant que l'investissement s'inscrit dans le cadre du projet du groupe	☐ ☐	☐ ☐	☐ ☐	☐ 8
Actions collectives : Opération portée par un GIEE	- Notification (ou copie de l'arrêté préfectoral) de reconnaissance de la structure en tant que GIEE (fourni au titre de l'éligibilité si la demande est déposée par le GIEE) - Attestation du GIEE que le projet d'investissement s'inscrit dans son projet	☐ ☐	☐ ☐	☐ ☐	☐ 8
Qualité : Projets sous SIQO hors AB parmi les porteurs du projet	- Certificat de conformité SIQO de l'une des exploitations concernées	☐	☐	☐	☐ 8
Qualité : Projets en AB ou conversion AB parmi les porteurs du projet	- Attestation de conversion ou certificat de conformité AB de l'une des exploitations concernées	☐	☐	☐	☐ 10

Le cas échéant, la Direction départementale des territoires pourra demander des pièces complémentaires jugées nécessaires à l'instruction du projet.

(1) Attention : Vous n'avez pas à produire les pièces qui sont déjà en possession du guichet unique, à condition que vous ayez déjà autorisé explicitement l'administration à transmettre ces justificatifs à d'autres structures publiques, dans le cadre de l'instruction d'autres dossiers de demande d'aide vous concernant.
Pour l'extrait K-bis : il n'est pas à fournir si vous l'avez déjà remis au guichet unique après la dernière modification statutaire intervenue. Dans ce cas, merci d'indiquer ici la date d'effet de la dernière modification statutaire |__|__|__|__|__|__|__|__|. Dans le cas contraire, un K-bis original doit être fourni. En cas de création ou d'installation en société, si le Kbis n'est pas encore disponible, un accusé de dépôt de la demande est suffisant. Pour le RIB/IBAN : il n'est pas à produire si le compte bancaire est déjà connu du guichet unique ou si vous avez inscrit vos coordonnées bancaires dans le cadre prévu à cet effet. Dans le cas contraire, vous devez fournir le RIB/IBAN du compte sur lequel l'aide doit être versée (une copie du RIB/IBAN lisible, non raturée, non surchargée est acceptée).

Annexe 1

Grille de sélection

Les dossiers de demande d'aide seront examinés dans le cadre des appels à candidatures. Ces dossiers seront ainsi classés selon les critères de sélection et de pondération suivants, répondant aux priorités régionales. Cochez les critères que vous pensez activer.

		Note	Critère activé
Bloc « **public** » 27 points maximum	Présence d'au moins un jeune agriculteur touchant les aides à l'installation (prêt bonifié au DJA) parmi les porteurs de projet	10	☐
	Présence d'au moins un jeune agriculteur les aides à l'installation et touchant la majoration 1er pilier de la PAC () parmi les porteurs de projet	8	☐
	Exploitation avec repreneur identifié parmi les porteurs de projet	4	☐
	Exploitation engagée dans une MAEC parmi les porteurs de projet	7	☐
	Construction prévue dans un BAC prioritaire	10	☐
	Construction prévue dans une zone à enjeu eau des Agences de l'Eau ou projet réalisé dans le cadre d'une démarche collective validée par les Agences de l'eau	10	☐
Bloc « **actions collectives** » 18 points maximum	Opérations collectives *(CUMA, opérations relevant de la mesure 16 du PDR (coopération))*	8	☐
	Opérations portées par un GIEE	8	☐
	Nombre d'exploitations utilisant l'aire de lavage :		
	Plus de 5	10	☐
	Moins de 5	6	☐
Bloc « **enjeux environnemental** » 10 points maximum	Couverture de l'aire de lavage avec récupération des eaux pluviales	10	☐
	Récupération des eaux pluviales	5	☐
Bloc « **qualité** » 10 points maximum	Présence d'au moins une exploitation engagée dans une démarche sous signe de qualité SIQO (hors AB et viticulture) parmi les porteurs de projet	8	☐
	Présence d'au moins une exploitation certifiée en Agriculture Biologique ou en conversion parmi les porteurs de projet	10	☐

Les dossiers avec une note inférieure à 9 ne pourront pas être financés.

Note totale : .....